



PRÉFET DE LA LOIRE

**ARRETE N° 142/DDPP/2016**  
**portant mise en demeure**

Le Préfet de la Loire

VU le Titre VII du Livre Ier du Code de l'Environnement relatif aux dispositions communes et notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté n°19842 du 13 décembre 2004 réglementant les activités de la société EASYDIS pour son établissement sis ZI de Verpillieux, 26 rue de la Talaudière à SAINT-ETIENNE ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 9 mars 2016, établi à la suite d'une visite d'inspection du 25 février 2016, constatant que la société EASYDIS ne respecte pas certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n°19842 du 13 décembre 2004 ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er :** La société EASYDIS est mise en demeure, pour son entrepôt sis ZI de Verpillieux, 26 rue de la Talaudière à SAINT-ETIENNE, de :

- disposer d'un débit d'eau pour assurer la défense extérieure contre l'incendie de son site conforme aux dispositions de l'article 3 paragraphe 1.10 de l'arrêté préfectoral n°19842 du 13 décembre 2004 ou à un avis technique émis par le service départemental d'incendie et de secours sous un délai de 6 mois,

- mettre en place des dispositifs d'obturation des réseaux conformément aux dispositions de l'article 3 paragraphe 1.14 de l'arrêté préfectoral n°19842 du 13 décembre 2004 sous un délai de 6 mois. Le volume de rétention disponible sera justifié.

- assurer la charge des batteries des chariots de manutention dans un local dont les dispositions constructives sont conformes aux prescriptions de l'article 3 paragraphes 2.3, 2.4 et 2.5 de l'arrêté préfectoral n°19842 du 13 décembre 2004 sous un délai de 6 mois.

Pour tous ces points, sous un délai de 3 mois, l'exploitant transmet à monsieur le Préfet de la Loire un échéancier des travaux programmés garantissant la mise en conformité sous un délai de 6 mois demandé.

**ARTICLE 2 :** Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

**ARTICLE 3 :** En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire de SAINT-ETIENNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le

**31 MARS 2016**

  
Pour le Préfet  
et la Délégation  
Le Secrétaire Général

**Gérard LACROIX**

copie adressée à :

- Société EASYDIS

Direction technique et immobilière

1 Esplanade de France – BP 306

42008 SAINT-ETIENNE

- Monsieur le maire de SAINT-ETIENNE

- DREAL Loire Inspection des installations classées

- Archives

- Chrono